



ANTICIPATION ET INFORMATION : UN ENJEU D'EFFICACITÉ COLLECTIVE POUR LA GESTION DE L'ALERTE SUR LA PLATEFORME INDUSTRIELLE DU HAVRE

Jean-Michel Villeval Délégué général, Synerzip-LH.
Ludovic Blay, consultant ATRISC et docteur en gestion de crises.

La zone industrielle et portuaire du Havre (ZIP du Havre) regroupe vingt-quatre sites SEVESO (dix-sept seuils hauts et sept bas). Un nombre important d'entreprises riveraines sont situées à leur voisinage direct et donc dans leurs périmètres de dangers. C'est dans cette optique que les industriels SEVESO ont décidé de se doter d'un outil d'information et d'alerte mutualisé.

Dans ce contexte, la ZIP du Havre répond aux conditions de la circulaire du 25 juin 2013 relative au traitement des plates-formes économiques dans le cadre des Plans de prévention des risques technologiques (PPRT). Ce texte prévoit, entre les entreprises concernées, la mise en œuvre d'une gouvernance collective disposant d'un statut juridique reconnu. Pour cela, le modèle d'association loi de 1901 a été retenu par les membres fondateurs de SYNERZIP-LH en décembre 2015. Reconnue par le préfet, l'association a pour but d'animer l'approche collective des risques tout en promouvant la culture de sécurité auprès des acteurs. Son action peut se synthétiser en deux axes :

- L'accompagnement des entreprises pour se conformer

aux exigences réglementaires,

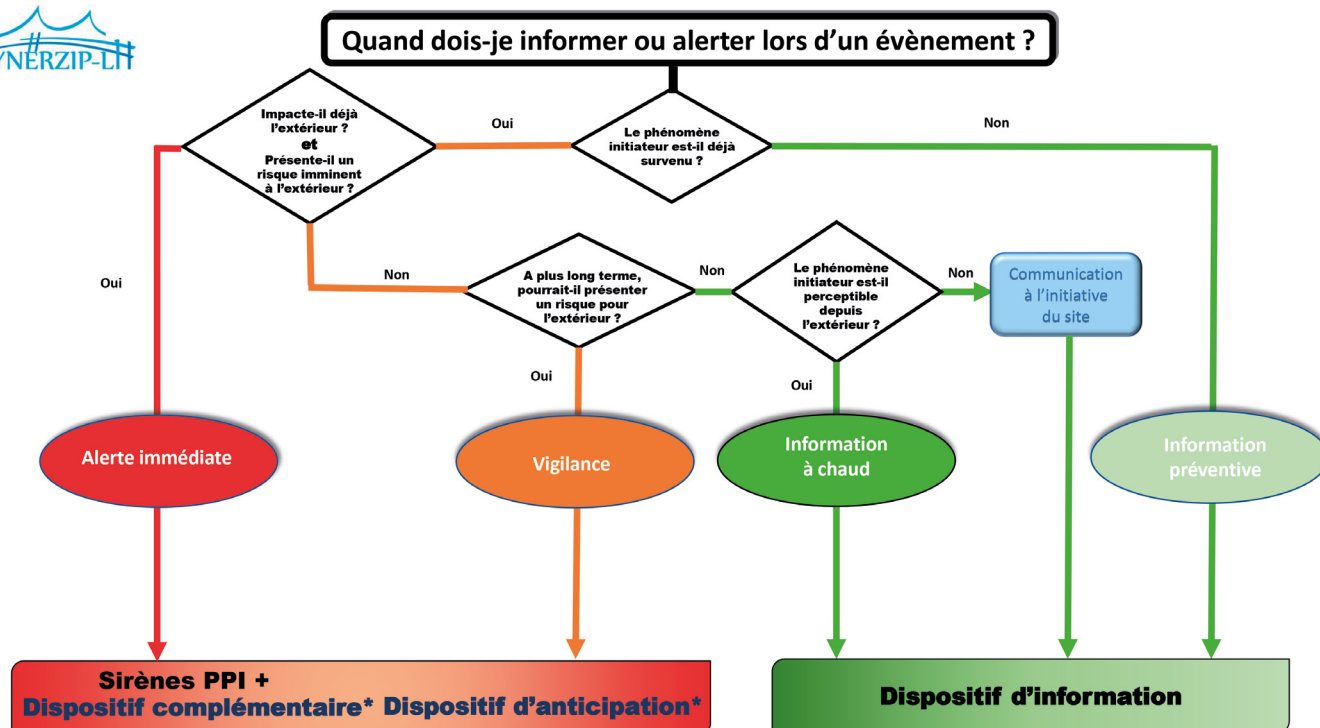
- L'anticipation et la coordination des mesures d'urgence le cas échéant.

Toute entreprise implantée sur la ZIP ou ayant une activité au sein de celle-ci peut devenir membre de l'association (155 entreprises à ce jour).

L'INFORMATION ET L'ALERTE PRÉCOCE POUR LES ENTREPRISES RIVERAINES

Pour faire face à un scénario impactant l'extérieur d'un site, le règlement du PPRT du Havre prévoit la mise en œuvre d'un Plan de mise à l'abri (PMA) destiné à assurer la protection des personnes présentes au sein des entreprises riveraines des sites SEVESO. Les

mesures organisationnelles de ce plan précisent les modalités de transmission des informations entre le SEVESO et ses voisins dès lors qu'une menace se présente. Vu la complexité de la ZIP, une entreprise riveraine peut être impactée par plusieurs SEVESO autour d'elle et doit être prête à recevoir les informations de tous. Il était donc nécessaire d'harmoniser à la fois les canaux d'alerte et d'information vers les entreprises riveraines, mais aussi d'harmoniser les pratiques et les messages.



* A concevoir dans une approche collective et globale

"Quand dois-je informer ou alerter?" © SYNERZIP-LH/janvier 2018

Figure 1 : Synoptique des différents moyens d'information et d'alerte disponibles sur la ZIP du Havre et leurs utilisations

L'ANTICIPATION, LA CLÉ DE VOUTE DE LA PROTECTION

Ainsi, depuis 2019, toute activité identifiée comme riveraine d'un SEVESO peut être destinataire d'une information précoce de celui-ci. Cette capacité à anticiper les impacts à l'extérieur d'un site à risques renforce la possibilité de se protéger pour les personnes exposées. L'outil retenu (Fact24) a été dénommé « Zip'Alerte » sur le territoire de la ZIP du Havre.

ZIP'ALERTE, DE L'OUTIL À L'ACCOMPAGNEMENT

Concrètement, chaque industriel adhérent au système dispose

d'un accès à une plateforme en ligne qui lui permet d'envoyer des messages à des listes de diffusion préétablies. Ces alertes, paramétrées en amont ou rédigées au moment de l'évènement, sont envoyées via les principaux canaux de diffusion : l'appel vocal, le SMS, ou le mail. Il s'agissait dans cette démarche, non pas de remplacer d'autres canaux, mais bien de se situer dans la phase de mise en vigilance.

Au-delà de l'outil mutualisé permettant de diminuer les coûts pour chacun des industriels, SYNERZIP-LH leur assure un accompagnement (portage du

contrat, signé par SYNERZIP-LH avec le fournisseur et l'association déploie les accès vers les SEVESO sous forme d'abonnement, déploiement spécifique adapté à chacun des industriels, formation, assistance...). Ainsi, chaque industriel bénéficie d'un contact référent au sein de l'association pour toutes les questions techniques ou organisationnelles. Ce référent, unique sur l'ensemble de la ZIP, est aussi le centralisateur des bonnes pratiques partagées au sein d'un club d'utilisateurs.

Enfin, c'est également l'association qui se charge de la mise en place

FACT24 ENS

Home Administration Operation Installation Entreprise

Alertes

Numéro	Désignation	Statut	Conférence	Modifié le	Modifié par
2500	OPE INT Mobilisation de la cellule de crise	OK	Non	21/03/22 14:48:06	
2501	OPE INT Information aux personnels	AVERTISSEMENT	Non	25/11/21 15:41:30	
2502	OPE EXT Vigilance POI Autorité Riverains	AVERTISSEMENT	Non	25/11/21 18:12:15	
2503	OPE EXT Information aux autorités / voisins	AVERTISSEMENT	Non	25/11/21 18:17:47	
2504	TEST Interne	OK	Non	25/11/21 17:11:46	
2505	TEST Externe	AVERTISSEMENT	Non	25/11/21 18:38:54	

Nouvelle alerte

F24 AG © 2022. Protection des données FACT24 2.27.2.2 édition FACT24 CIM starter

Figure 2 : Exemple des alertes mise en œuvre par un des industriels de la ZIP du Havre sur Zip'Alerte



et de la mise à jour d'une base de données commune des contacts. Les numéros des autorités ou des services d'urgences des entreprises par exemple, sont dans une base de données partagée, accessible à tous et gérée par l'association. Ainsi, quand un numéro change, il n'est pas nécessaire à chacun de faire une mise à jour, c'est SYNERZIP-LH qui fait la modification dans la base de données commune à tous.

Après trois ans de mise en œuvre et d'utilisation, le constat est globalement partagé : l'outil permet de gagner du temps à la fois chez l'industriel émetteur du message, qui n'a pas à appeler ses contacts un par un, mais aussi chez les destinataires des messages qui sont alertés plus tôt et ont le temps de se mettre à l'abri.

POURQUOI NE PAS ALERTER DIRECTEMENT LES POPULATIONS ?

ZIP'Alerte n'a pas vocation à alerter les populations de façon massive, ce n'est ni l'esprit de l'outil ni la responsabilité des entreprises (sauf pour le déclenchement des sirènes pour une alerte immédiate). Toutefois l'information précoce du maire, du préfet, et d'autres acteurs (pompiers, DREAL, collectivités...), est gérée au moyen de Zip'Alerte. Charge à eux, de répercuter les messages sur leurs propres canaux de communication (via l'outil d'alerte en masse ou les sirènes pour la communauté urbaine, la radio VHF pour le port...).

Demain, avec le cell-broadcast, l'alerte massive des populations (dont les entreprises et les salariés de la ZIP) sera simplifiée. Tous les téléphones qui seront sous l'antenne de téléphonie mobile activée par l'autorité recevront un message. De façon complémentaire, Zip'Alerte restera l'outil privilégié pour la diffusion de messages de vigilance ciblés auprès de contacts identifiés et de proximité. Ainsi le cell-broadcast n'aura pas d'impact direct

sur l'usage de Zip'Alerte en mode préventif. Zip'Alerte sera un des outils disponibles et complémentaires pour l'information et l'alerte.

LA PAROLE À SEDIBEX, MEMBRE DE SYNERZIP-LH

Sedibex, site Seveso seuil haut, bénéficie de la politique de partage de la culture de sécurité de Synerzip-LH, en tant que membre, comme d'autres sites industriels, de la Zip du Havre. Nous avons, par exemple, suivi la formation « Plan de mise à l'abri », dans le cadre du PPRT. L'association joue un rôle à plusieurs niveaux si survient un événement. Sedibex utilise l'application Zip'Alert qui permet de communiquer par mail, SMS et appels téléphoniques en recevant un accusé de réception de la personne contactée. Cette notification est importante et rassurante pour l'ensemble des parties (DREAL, mairie, voisins).

Elle simplifie grandement la mission du chargé de communication lors des exercices pour tester le Plan d'opération interne (POI).

Le personnel de Sedibex est aussi formé à la protection contre les incendies, grâce à la plateforme de simulation partagée de Synerzip, ce qui nous permet d'avoir une formation avec de véritables manipulations, de mettre nos agents en situation réelle d'attaque de feu et tout cela à trois minutes en voiture de l'usine !

Synerzip-LH possède également un lien fort et reconnu avec les instances de l'État (sous-préfecture, pompiers,...) permettant aux discours des industriels d'être plus audibles.

François Thuillier, directeur général chez Sedibex

